

VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE

VISITE EN ROUMANIE - 3 ET 4 JUIN 2019

Une rencontre personnelle vaut plus que de nombreux articles de journaux. C'est pourquoi l'AAD a visité Bucarest dans le cadre de la Présidence Roumaine du Conseil de l'UE.

La visite des Anciens Membres du Parlement européen à Bucarest s'est déroulée sous l'arrière-fond d'événements politiques importants. Avec un taux de participation de 51,07% à l'élection européenne, la population Roumaine a confirmé son adhésion à l'Union européenne. Le référendum décrété par le Président de la Roumanie Klaus W. Johannis et suivi par 83% des votants, a eu des conséquences internes.

La visite au Musée du village national Dimitrie Gusti, un musée ethnographique en plein air, présente de manière impressionnante la vie traditionnelle roumaine du village. Nous avons pu connaître les modes de vie passés dans différentes régions de Roumanie.

M. Stephan Meuser, représentant de la Fondation Friedrich Ebert en Roumanie, nous a donné un aperçu des particularités culturelles et de la situation politique en Roumanie, avec un accent sur les infrastructures, le secteur des bas salaires, la corruption et le résultat des élections européennes.

Le Recteur Rémus Pricopie de l'École nationale d'études politiques et administratives nous a chaleureusement accueillis dans le prestigieux bâtiment de l'Université. L'échange avec les étudiants était convivial, étant donné le potentiel hautement qualifié des étudiantes et que nous avons beaucoup de temps à discuter après l'introduction de la déléguée Erna Hennicot Schoepges. Les étudiants ont été bien informés et ont posé de nombreuses questions sur l'avenir de l'Europe, y compris, le conflit sur le Brexit.

Le Gouverneur de la Banque centrale de la Roumanie M. Mugur Isarescu a exposé la situation monétaire, faisant état du statut d'indépendance de la Banque. L'adhésion à l'Euro a été au cœur de nos discussions, de même que le développement économique interne, qui souffre d'un déséquilibre notable entre les zones rurales et les villes. M. Nicusor Ruiu, membre du comité de la Banque, a organisé une visite du musée de la Banque et un tour dans le prestigieux bâtiment. Quatre musiciens très qualifiés de l'Orchestre Philharmonique Paul Constantinescu, ont enrichi le dîner offert par le Parlement Roumain. Cette atmosphère nous a permis un riche échange de vues.

Le lendemain, la réunion avec la délégation au Palais du peuple, a été présidée par les Présidents de la Commission des affaires européennes et des affaires étrangères de la Chambre des Députés Roumaine, M. Angel Tîlvăr et Mme Rozália-Ibolya Biró, ainsi que les Présidents de la Commission des affaires européennes et des Affaires Étrangères du Sénat Roumain Mme Gabriela Crețu, et M. Cristian

Dumitrescu, anciens membres du Parlement européen.

L'ancien membre du Parlement européen et actuel membre de la Chambre des Députés roumaine, au titre de représentant de la minorité de Transylvanie, M. Ovidiu Gant nous avait rejoints à la réunion. Les discussions ont porté sur l'accès à l'espace Schengen ainsi que sur la situation extraordinaire de la Roumanie pour les questions de défense commune.

A l'institut de physique nucléaire de Mugurele, projet cofinancé par le fonds européen de développement régional, les chercheurs nous ont présenté le projet ELI. Il s'agit de la recherche la plus avancée au niveau mondial de physique photo nucléaire. Le laser et son utilisation ainsi que la recherche fondamentale sur les déchets nucléaires auxquelles s'appliquent 250 chercheurs, s'opèrent dans des lieux vastes, dont les spécificités de la construction forcent l'admiration. Le directeur technique de l'institut, le Dr. Calin Alexandru Ur a fait état du manque de chercheurs en physique nucléaire et exposé son programme de recrutement international. La culture, la politique et les différentes réunions avec les Roumains ont souligné l'importance de telles visites de l'AAD dans d'autres pays.

Brigitte Langenhagen
PPE-DE, Allemagne (1990-2004)
brigitte-langenhagen-cux
@t-online.de

Erna Hennicot-Schoepges
PPE-DE, Luxembourg (2004-2009)



La Délégation de l'AAD à l'Université Nationale d'Etudes Politiques et d'Administration Publique

INSÉCURITÉ EUROPÉENNE

Au cours de la visite de l'association en Roumanie du 2 au 4 juin – visite très intéressante et très bien organisée –, nous avons rencontré des professeurs et des étudiants de l'université nationale de sciences politiques et d'administration publique. Durant le débat, l'un des membres de l'université a demandé quelle était la cause de la division et de l'instabilité politique dont témoignaient les résultats des élections au Parlement européen, qui s'étaient déroulées quelques jours plus tôt.

Alors que j'écoutais cette question, j'ai noté le mot «insécurité». Je crois que l'émergence et la consolidation des idées politiques d'extrême gauche et d'extrême droite, démontrées par les résultats des élections au Parlement européen, résultent d'un sentiment d'insécurité lié au fait que les citoyens ne ressentent plus d'appartenance à l'Union européenne. En effet, celle-ci n'est plus, à leurs yeux, en mesure de garantir la stabilité et les avancées individuelles et collectives qui étaient attribuées à cette appartenance. L'État-providence représente l'une

des plus grandes réussites de l'Union, sinon la plus grande, et constitue le système d'aide sociale le plus large et le plus complet des grandes régions développées du monde. L'Europe occidentale, émergeant des cendres de la Seconde Guerre mondiale, a bâti des sociétés dotées de garanties sociales qui ont apporté un niveau de sécurité très élevé aux citoyens. L'État-providence a été et reste la principale réussite de nos sociétés, et les garanties qu'il offre étaient auparavant associées au fait d'appartenir à l'Union.

La grande récession et ses conséquences ont mis fin à ce sentiment de sécurité. Le niveau de l'aide proposée a baissé de manière évidente. La dette qui frappe de nombreux États membres empêche ces derniers de remédier au problème. Les politiques visant à stabiliser le déficit dans les États membres de la zone euro ou à le ramener à un niveau antérieur forcent depuis longtemps ces États à une rigueur budgétaire qui les empêche de répondre aux attentes d'une partie importante de leur population, laquelle exige

des améliorations et dénonce l'augmentation des inégalités au sein de la société. L'insécurité concernant les retraites, le travail précaire et les bas salaires empêchent les jeunes d'accéder dignement au logement et de faire des projets d'avenir leur garantissant une vie stable et leur permettant de fonder une famille. Nous sommes bien entendu sortis de la grande récession, et les taux de croissance pointent en permanence vers une reprise économique; mais cela ne suffit pas à réduire une dette trop élevée, ni à redresser la situation de la classe moyenne, garante de la stabilité de la société, ni encore à améliorer la situation des jeunes qui, dans de nombreux États membres, sont les plus touchés par le chômage. De manière générale, dans les sociétés européennes, de nombreuses couches de la population sont aujourd'hui victimes de l'insécurité et du manque de perspectives d'amélioration. D'après tous les sondages d'opinion, nous sommes confrontés à la première génération qui croit que celle qui lui succédera sera moins bien lotie. Je pense que cette insécurité face à l'avenir, inexistante avant la grande récession, a sapé les fondements du consensus social relatif à l'adhésion à l'Union européenne. Elle a ainsi donné naissance aux mouvements d'extrême gauche et d'extrême droite que nous avons analysés lors de notre visite en Roumanie au lendemain des élections au Parlement européen.



Carles A. Gasòliba i Böhm
ELDR, Espagne (1986-2004)
cgasoliba@gmail.com